

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 19/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**MUNKSJO S.A.S.**

48 ROUTE DE REMIREMONT  
88380 ARCHES

Références : S-25-1449RP

Code AIOT : 0006202068

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement MUNKSJO S.A.S. implanté 48 ROUTE DE REMIREMONT 88380 ARCHES. L'inspection a été annoncée le 03/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection et de l'action nationale sur la sobriété hydrique.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MUNKSJO S.A.S.
- 48 ROUTE DE REMIREMONT 88380 ARCHES
- Code AIOT : 0006202068
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de la société MUNKSJO S.A.S. est une papeterie exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral n°1367/2018 du 23 juillet 2018 modifié.

Le cadre réglementaire de l'inspection est le suivant :

- l'arrêté préfectoral n°1367/2018 du 23 juillet 2018 modifié,
- l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation,

- l'arrêté ministériel du 03 avril 2000 relatif à l'industrie papetière,
- l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif à la sécheresse

### **Thème de l'inspection :**

- AN25 Sobriété hydrique

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Bruit dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 23/07/2018, article 2.1.5.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Sans objet
2	Prélèvement - dispositif de mesure	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.3	/	Sans objet
3	Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 23/07/2018, article 4.1.1	/	Sans objet
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/07/2018, article 4.3.2	/	Sans objet
5	Applicabilité AM Sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	/	Sans objet
6	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	/	Sans objet
7	Prescriptions locales	Arrêté Préfectoral du 23/04/2018, article 4.5.2 et 4.5.3	/	Sans objet
9	Programme de surveillance des sols et des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/07/2018, article 8.2.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Déclaration prélèvement - GIDAF	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	/	Sans objet
11	Analyses des PFAS dans les boues	AP Complémentaire du 15/09/2025, article 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés ne mettent pas en évidence de non-conformités.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Sobriété hydrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société MUNSKJO a réalisé un diagnostic sur la sobriété hydrique. le diagnostic a été transmis le 19 novembre 2025 à l'inspection des installations classées.</p> <p>Il est a noter que le diagnostic a été réalisé en commun avec la société MUNKSJO ARCHES et FILA ARCHES pour amener plus de cohérence au site. La société MUNKSJO prélève l'eau et la redistribue entre son usine, celle de MUNKSJO ARCHES et celle de FILA ARCHES.</p> <p>Le diagnostic proposent des actions au niveau du site qui s'articulent autour de deux axes complémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des actions dites « sans regret », simples à mettre en œuvre, comme l'amélioration du suivi des consommations ou encore la maintenance préventive.</li> <li>• Des actions stratégiques à fort impact, comme l'amélioration de la qualité des eaux pour maximiser leur réutilisation, la récupération des eaux de pluie ou encore la valorisation des condensats de vapeur.</li> </ul> <p>Une réunion est prévue entre les différentes sociétés afin de définir un plan d'action.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à la société MUNKSJO de transmettre le plan d'action sous un délai de 6 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Prélèvement - dispositif de mesure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur, à l'exception des jours où il n'y a pas de prélèvements. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant effectue un relevé journalier des compteurs de prélèvement des eaux de surface et des eaux souterraines.</p> <p>Il tient un registre informatisé des prélèvements journaliers.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Approvisionnement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2018, article 4.1.1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Approvisionnement en eau

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d’eau dans le milieu naturel ou dans le réseau public qui ne s’avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d’eau	Prélèvement maximal annuel m³	Débit maximal horaire m³/h	Débit maximal journalier m³/j
Eau de surface	Canal d’amenée de la Niche	1700000	350	6300
Eau souterraine	Nappe alluviale de la Niche	3000000	420	8300
Réseau public d’eau potable				80

Constats :

D’après les déclarations GEREP de 2021 et 2024, le prélèvement des eaux de surfaces et des eaux souterraines sont réparties de la manière suivante : Cf tableau en annexe.

La société MUNKSJO respecte les valeurs limites de prélèvement. Il est à noter que la machine à papier 26 a une production faible et que dans l’avenir, une production supérieure est attendue.

Ce qui augmenterait les prélèvements d'eau.
Suite aux échanges, la période de 2021 est plus représentative puisque la machine MAP 26 était en fonctionnement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant la quantité d'eau nécessaire pour un fonctionnement optimum de ces installations avec une production maximum de l'ensemble de ces machines à papiers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2018, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bacs de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés,</li> <li>• les ouvrages de toute sorte (compteurs, regards, avaloirs, vannes, ...),</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis les plans des réseaux suite à la visite.</p> <p>Pour plus de lisibilité, le plans de réseaux sur plusieurs plans.</p> <p>Les dates de mises à jour figurent sur les plans.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Applicabilité AM Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Applicabilité AM sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b>

La société MUNSKJO prélève les quantités d'eau définies dans le tableau ci-dessous et est soumise à l'arrêté ministériel sécheresse du 30 juin 2023

Année	Prélèvements dans la niche (eau de surface) m3/an	Prélèvements dans la nappe niche (eau souterraine) m3/an	prélèvement dans le réseau publique	Prélèvements total
2021	792920	2021427	5522	2828620
2022	698040	1765061	7909	2479078
2023	597050	1289951	7723	1901254
2024	1032940	1415200	8670	2464657

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Les installations exemptées

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Installations exemptées par l'AM

**Prescription contrôlée :**

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;
- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;
- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;
- production, distribution et cogénération d'électricité ;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;
- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;
- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;
- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;

2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.

**Constats :**

La société MUNKSJO utilise environ 40% d'eau recyclé dans son process et justifie son exemption par les données :

	2024	à fin juin 2025
Prélèvement eau surface	1032940	623510
Prélèvement eau souterraine	1415080	743235
Eau recyclée	1591460	744500
% Eau recyclée / Besoin	39,4%	35,3%

Au vu des données, la société MUNKSJO est bien exempt des dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel sécheresse du 30 juin 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Prescriptions locales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/04/2018, article 4.5.2 et 4.5.3

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – respect des prescriptions locales

**Prescription contrôlée :**

**Article 4.5.2 :** Mesure en période d'alerte

...

- le prélèvement maximum d'eau à usage industriel est limité à 12 500 m<sup>3</sup>/j

...

**Article 4.5.3 :** Mesure en période d'alerte renforcée et de crise

...

- le prélèvement maximum d'eau à usage industriel est limité à 11 500 m<sup>3</sup>/j

...

**Constats :**

Lors de la période de sécheresse de 2025 (du 1er juillet 2025 au 19 septembre 2025), les prélèvements de la société MUNKSJO étaient inférieures à la valeur limite de 11 500 m<sup>3</sup>/j prescrit lors de phase d'alerte renforcée et de crise.



D'après, les relevées hebdomadaire transmis à l'inspection des installations classées, la société MUNKSJO a prélevé plus de 10 000 m<sup>3</sup>/j sur 6 journées avec un maximum prélevé à 10 825 m<sup>3</sup>/j.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 8 : Bruit dans l'environnement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/07/2018, article 2.1.5.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, bruit

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2025

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une mesure des niveaux de bruit en limite de propriété et des niveaux d'émergence dans les zones à émergence réglementée, et les compare aux valeurs limites définies à l'article 6.1.4 du présent arrêté.

**Constats :**

**suite de la visite du 5 décembre 2024 :**

Une étude a été réalisée par VENATECH le 24/09/2021 afin d'identifier les sources potentielles de bruit et les mesures techniques permettant de réduire ces sources.

Les résultats de l'étude ont permis d'identifier et de quantifier la contribution sonore des différentes sources de bruits.

Il ressort plusieurs sources prépondérantes impactant la quasi-totalité des points de mesure :

- Une grande partie des extracteurs de la machine 6 ;
- Une cheminée de la machine 7 ;
- Un extracteur de la machine 4.

L'exploitant a investi dans des silencieux et a prévu la réalisation d'une nouvelle campagne de mesure afin de vérifier l'efficacité des mesures correctives.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :** Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats de la nouvelle campagne de mesure des bruits dès réception.

L'exploitant a transmis le 7 avril 2024, la campagne d'analyse de bruit. Ces campagnes démontrant que l'installation de silencieux a permis de réduire l'impact sonore de la papeterie mais également que les émergences ne respectent toujours pas les valeurs limites, et, que des actions correctives sont toujours nécessaires.

**Constat de la visite du 4 décembre 2025 :** l'exploitant n'a pas engagé de travaux supplémentaires au cours de l'année 2025. En revanche, les démarches de réductions de l'impact sonore sont toujours en cours. La société MUNKSJO a réalisé un chiffrage des futurs travaux/ investissement à mettre en œuvre.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à la société MUNKSJO de transmettre un plan d'action relatif aux travaux de réductions des émissions sonores.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 9 : Programme de surveillance des sols et des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2018, article 8.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sols et eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant propose au Préfet, dans un délai de six mois à compter de la parution du présent arrêté, un programme de surveillance des eaux souterraines [...]
<b>Constats :</b> <b>Suite de visite du 5 décembre 2024 :</b> Le programme de surveillance des eaux souterraines et des sols a été validé dans le rapport de l'inspection du 13 juillet 2022. A ce jour, l'exploitant a installé les piézomètres et a réalisé la 1ère campagne de mesure. Il est en attente des résultats. Les résultats d'analyses de la première campagne ont été transmis le 7 avril 2024. <b>Visite du 4 décembre 2025 :</b> L'exploitant réalise les mesures en haute et basse eaux. Au vu des 3 années d'analyse, la société MUNKSJO souhaite alléger le programme de surveillance. L'exploitant transmettra en courant 2026, une proposition d'allègement des mesures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Déclaration prélèvement - GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> I. L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : 1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ; .....

<p><b>III.</b> L'exploitant établit les éléments « des installations mentionnées » aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En période de sécheresse, l'exploitant effectue un relevé journalier des prélèvements et transmet hebdomadairement le registre de suivi au service de l'inspection .</p> <p>Du fait de l'exemption à l'article 2 de l'arrêté du 30 juin 2023, le cadre GIDAF "volume d'eau - sécheresse " n'est pas une obligation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 11 : Analyses des PFAS dans les boues

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/09/2025, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PFAS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise trois campagnes d'analyses (fréquence mensuelle) sur les boues issues du traitement des eaux usées pour les paramètres et substances listés en annexe I du présent arrêté.</p> <p>Les échantillons doivent être représentatifs des conditions habituelles de fonctionnement de l'installation et prélevés sur des lots différents.</p> <p>La première campagne débute au plus tard un mois après la notification du présent arrêté.</p> <p>Les premiers résultats doivent être communiqués dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les trois prélèvements ont été réalisés. Le dernier prélèvement a été réalisé en début décembre.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a transmis les résultats d'analyse du 1er prélèvement réalisé le 7 octobre 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à la société MUNKSJO de transmettre les résultats des deux autres analyses dès réceptions.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>